

## BÉJAÏA

# Des milliers d'étudiants dans la rue

**Pari réussi pour les étudiants de l'Université de Béjaïa, qui ont bravé hier l'interdiction de marcher dans les rues de la capitale des Hammadites. Des milliers d'étudiants se sont élevés, dans la matinée d'hier mercredi, coïncidant avec les festivités de Yennayer, le temps d'une imposante marche pacifique, contre la répression et la pauvreté. Aucun incident n'est survenu durant cette manifestation, avons-nous constaté.**

Le principal boulevard de la Liberté, déserté par les services de sécurité à l'occasion, a renoué effectivement avec les manifestations populaires.

Des milliers d'étudiants, de travailleurs et de citoyens ont défilé tout au long du parcours, depuis le campus universitaire Targa-Ouzemmour jusqu'au siège de la wilaya, brandissant des pancartes dénonçant le chômage, la précarité et la répression et scandant des slogans contre le pouvoir, à savoir «pouvoir assassin», «chômage, harraga, programme Bouteflika».

Le Comité de crise de l'université, qui a appelé à cette manifestation, a organisé un meeting devant le siège de la wilaya, où des étudiants ont rappelé tour à tour les derniers événements qu'a traversés le pays, dans toutes les régions, depuis l'entame de la crise.

C'est «un sombre tableau qui devrait s'assombrir davantage de notre chère Algérie, si l'on ajoute l'aggravation constante de nombreux phénomènes sociaux, notamment le chômage et la vulnérabilité sociale, la propagation de la corruption et du favoritisme dans les administrations publiques, la flambée continue des prix, la régression du pouvoir d'achat et celle des transferts des entreprises qui ont constitué pendant longtemps une ressource», nous dira H. Malek, un jeune étudiant en marge de

cette marche.

«Encore une fois, les larges masses populaires investissent la rue dans les quatre coins du pays où les jeunes saccagent et brûlent tout ce qui symbolise la puissance économique et politique.

La réponse des autorités ne s'est pas fait attendre, celles-ci ont réagi en déployant leurs forces répressives et opprimantes en procédant à des intimidations, arrestations et dispersion des émeutiers par les tirs de bombes lacrymogènes périmées et tirant à balles réelles sur les manifestants faisant des morts et plusieurs blessés», dira un étudiant du Comité de crise à la foule.

«Les solutions préconisées par l'Etat, qui a mis du temps à se manifester, sont partielles en minimisant la nature de la crise et en la réduisant à la hausse des prix de l'huile et du sucre.

Les mesures prises par le pouvoir, à savoir le démantèlement des barrières douanières et la baisse de la TVA n'arrangent, en dernière instance, que les privilégiés au détriment des plus vulnérables qui constituent l'immense majorité de la population, laquelle ne se reconnaît plus, désormais, dans ses supposés représentants et qui, d'ailleurs, a été de tout temps exclue des choix politiques et économiques de ces derniers», ajoute-t-il.

Pour les orateurs étudiants, très ovationnés lors de ce meeting populai-



Photo : DR.

re, les émeutes déclenchées par les jeunes dans les différentes wilayas du pays n'ont été que l'expression d'une colère contre la baisse du pouvoir d'achat, le chômage et le ras-le-bol d'un système dictatorial.

Des misères, dira un autre étudiant, «le peuple n'en a jamais manqué, crise du logement, précarité du travail, harraga, conséquences d'une politique antisociale, verrouilla-

ge du champ politique et d'expression, restriction des libertés individuelles et collectives, absence de perspectives, échec des stratégies pédagogiques, ajoutez à cela la déliquescence des institutions et corruption à tous les niveaux».

En conclusion de leur déclaration lue à la population lors ce meeting, les étudiants ont appelé les citoyens, «en l'absence

d'alternatives concrètes et d'encadrement politique» à s'y mettre pour un besoin d'auto-organisation afin de donner suite et du sens aux événements.

Hamid Ferhat, président de l'APW de Béjaïa, nous a déclaré en marge de ce meeting qu'«il est temps que le pouvoir libère les centaines de jeunes émeutiers afin d'apaiser les souffrances citoyennes. Je condamne fermement les

violences d'où qu'elles viennent.

Je déplore, toutefois et vivement, l'attitude du wali qui a invité les députés et les sénateurs, à qui il a présenté la situation et dressé le bilan des émeutes, en oubliant d'inviter l'APW.

Je tiens au passage à souligner que le bilan présenté ne reflète guère la réalité des dégâts».

Kamel Gaci

## TIZI-OUZOU

# Meeting des arouch sous haute tension

**Il s'en est fallu de peu pour que le meeting projeté par Mustapha Mazouzi et Rachid Allouache, au nom des arouch, soit annulé. Des jeunes des environs de la cité Les Cadis ont fait, une demi-heure avant l'ouverture du meeting, irruption devant la grande salle et aux alentours, avec l'intention affichée d'empêcher les organisateurs de tenir leur réunion.**

On ne sait pas s'il y a eu une altercation avec le service d'ordre mis en place par les initiateurs du rassemblement, lorsque des pierres jetées par ces jeunes ont commencé à pleuvoir, provoquant la panique parmi la foule rassemblée devant la grande salle de spectacles.

Des témoins de la scène affirment avoir vu les assaillants brandir des couteaux, voire même des épées pour certains. La police antiémeute, mobilisée tôt le matin, est intervenue moins de 5 minutes plus tard pour repousser les assaillants vers leur quartier en procédant à des tirs de grenades lacrymogènes.

Le meeting, annoncé depuis deux jours par un affichage massif dans le

centre-ville, s'est tenu sous haute protection policière, à toutes les issues qui donnent accès à la maison de la culture. C'est Rachid

Allouache, ancien délégué des Aït Jennad, qui a ouvert le meeting dans une salle presque pleine en majorité de jeunes, suivi peu après par Mustapha Mazouzi, délégué de la haute ville, expliquant l'objet de leur initiative, à savoir réunifier les arouch, lutter pour la démocratie, tamazight, contre la clochardisation et l'insécurité dans la wilaya. Derrière cette affiche engageante se

cachent sûrement, au vu de la composante qui entoure les initiateurs publics du rassemblement, d'autres objectifs inavoués, qui restent à préciser en suivant le cours de l'initiative. L'un d'entre eux, consistant à faire subir aux arouch le même sort que le MCB, apparaît d'ores et déjà plus qu'évident pour être occulté.

Y. B.

## Manifestation des autonomistes

Comme souvent, à l'occasion de la commémoration de grandes dates, le nouvel an amazigh n'est pas passé sans que le mouvement autonomiste de Ferhat Mehenni exploite l'aubaine pour faire entendre sa voix.

Ce fut le cas hier à Tizi-Ouzou où plusieurs centaines de militants du MAK, des étudiants dans leur écrasante majorité, sont sortis battre le pavé pour plaider la cause de l'autonomie de la Kabylie.

Une manifestation qui n'a requis aucune intervention de la police, contrairement à ce que pouvait faire craindre la présence de ces dizaines d'éléments des ser-

vices de sécurité entre l'Université et le point de chute des manifestants, au centre-ville.

«C'est une manifestation qui n'est ni autorisée ni interdite», expliquait un policier en civil à qui il était demandé le pourquoi de la présence de ses collègues en grand nombre.

En fin de compte, après une petite heure de marche agrémentée des traditionnels slogans hostiles au pouvoir, les militants du mouvement autonomiste se sont dispersés comme ils étaient venus, dans le calme et la sérénité.

A. M.

## GUELMA

# Déraillement d'un train transportant du phosphate à Bouchegouf

Un train transportant du phosphate provenance de Souk-Ahras et se rendant au complexe Asmidal basé à Annaba, a déraillé dans la nuit de mardi à mercredi dans la région de Bouchegouf, à quelque 35 kilomètres de Guelma. Sept wagons ont été complètement démolis et plus de 50 mètres de rails ont été détruits, a indiqué notre source, en précisant qu'aucune perte en vie humaine n'est à déplorer dans cet accident ferroviaire qui s'est produit aux environs de minuit.

La même source précise que toutes les mesures ont été immédiatement prises par les éléments de la Protection civile afin d'éviter tout risque d'explosion. Les services de sécurité ont, par ailleurs, ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cette catastrophe ferroviaire.

Noureddine Guergour